

Dépose de protection de chantier - Rue du Château
Règlementation de la circulation et du stationnement

La Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2,

Vu le code de la Route et notamment les articles R 411-25 et 411-8,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie, signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992,

Vu la demande formulée par l'entreprise ENEDIS, dont le siège social se situe rue de la Sacristinerie, 17400 Saint-Jean-d'Angély en date du 20 décembre 2023,

Considérant qu'il est nécessaire de régler la circulation ainsi que le stationnement rue du Château afin de permettre une dépose de protection de chantier en toute sécurité au droit du n° 20 de ladite rue,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers se trouvant sur le domaine public,

ARRÊTE

Article 1 : L'entreprise ENEDIS est autorisée à effectuer une dépose de protection de chantier au droit du n° 20 de la rue du Château, le **mardi 30 janvier 2024, de 8h00 à 12h00.**

Article 2 : La circulation est strictement interdite à tout véhicule rue du Château, dans sa partie comprise entre l'angle de la rue de la rue Gambetta et l'angle de la rue du Jeu de Billes (au droit du n° 19 de la rue du Château) le **mardi 30 janvier 2024, de 8h00 à 12h00**, à l'exception du véhicule appartenant à l'entreprise ENEDIS.

Article 3 : L'entreprise ENEDIS est autorisée à stationner son véhicule de chantier au droit du n° 20 de la rue du Château, le **mardi 30 janvier 2024, de 8h00 à 12h00.**

Article 4 : La signalisation en vigueur sera fournie, mise en place, entretenue et déposée par le demandeur, en accord avec les Services Techniques Municipaux et le Chef de Service de la Police Municipale.

Article 5 : L'entreprise chargée de ces travaux demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

Article 6 : Les services de Police sont habilités à relever les contraventions concernant cette réglementation dont procès-verbal sera établi et poursuivi devant la juridiction compétente.

Article 7 : Cette décision administrative est contestable dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Poitiers, à compter de la notification de la décision ou de l'extinction du délai imparti à l'administration pour répondre à la demande en cas de décision implicite de rejet. Ce recours peut être précédé, pendant ce même délai, d'un recours administratif (recours gracieux). Toute décision de l'administration établie en réponse au recours administratif, qu'il s'agisse d'une décision expresse de rejet ou d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par l'administration pendant deux mois, peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de son intervention.

Article 8 : M. le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Jean-d'Angély, M. le Commandant de la Gendarmerie Nationale, le Chef de Service de la Police Municipale, l'entreprise ENEDIS, sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Publication dématérialisée le :

L'Adjointe au Maire,
Déléguée à la Sécurité,
Marylène JAUNEAU

